



## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Nicole MARIN-KHOURY, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL

## Environnement - Délégation de Service Public - Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid - Avenant n°7 - Autorisation de signature

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

Le Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid (RMCF) est une délégation de service public confiée par Montpellier Méditerranée Métropole à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) qui assure le développement, la construction et l'exploitation de la production et de la distribution de chaleur et de froid sur le territoire de la Ville de Montpellier.

Prenant appui sur l'évolution induite par les lois Energie Climat et Climat Résilience, la Métropole a décidé, conformément aux objectifs définis dans son Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) Solidaire et à sa réflexion engagée dans le cadre de la construction de son schéma directeur des réseaux de chaleur et de froid, de classer le réseau public de chaleur. La mise en œuvre du classement conduit à l'adaptation du contrat de concession notamment sur le fondement des articles 16 et 70.

Les parties se sont donc rapprochées et ont convenu d'adapter la Concession aux conditions et modalités fixées par l'avenant n°7, conformément à l'article L.3135-1 et aux articles R.3135-1, R.3135-2 et R.3135-5 du Code de la commande publique.

En effet, en vertu de l'article 16 de la convention de Délégation de Service Public (DSP), la procédure de classement du réseau ouvre droit à une révision des conditions de rémunération. Dans la mesure où ce classement du réseau impose une obligation de raccordement à celui-ci dans le périmètre de développement prioritaire, il est proposé que la redevance soit fixée annuellement à 3,5% du produit HT des ventes de chaleur et de froid, au lieu de 3% actuellement.

De plus, conformément à l'article 70 de la concession, il y a lieu d'adapter l'article 58 du contrat de DSP concernant les tarifs de base. En effet, alors que le réseau n'était pas classé, il existait un tarif MC0 pour les abonnés soumis à une obligation de raccordement avec un droit de raccordement nul et une prime fixe annuelle élevée durant 17 ans. Si le raccordement à un réseau d'énergie renouvelable est vertueux, une prime fixe annuelle élevée pénalise les abonnés en augmentant leurs charges d'énergie. Ainsi, pour les nouveaux abonnés, il est proposé de supprimer le tarif MC0 et de recentrer les tarifs du réseau de chaleur uniquement sur les trois options existantes MC1, MC2 et MC3.

En complément, le classement du réseau va permettre d'augmenter le nombre de raccordements par rapport aux prévisions initiales. Cela se traduit dans le plan quinquennal de travaux prévisionnels de la période 2022-2026 décrit au sein de l'avenant n° 7. L'ambition affichée de la collectivité dans le cadre de l'élaboration du PCAET Solidaire, les évolutions réglementaires, ainsi que divers aléas, dont la crise sanitaire, qui ont conduit à un report d'investissements prévus sur la période 2017-2021, conduisent au plan quinquennal de travaux 2022 – 2026 suivant :

- **Antigone/Polygone** : Finalisation de l'installation de la cogénération au gaz d'Antigone et de la pompe à chaleur du Polygone avec une mise en service en février 2022. L'investissement brut prévisionnel est de 1 006 418 € HT ;
- **Port Marianne** : Poursuite des raccordements des nouveaux programmes immobiliers et construction d'une centrale de froid prévue lors de l'avenant 5 du contrat de concession. L'investissement brut prévisionnel est de 7 115 955 € HT ;
- **Cambacérès** : Construction de la centrale de production de chaleur et froid par géothermie sur nappe pour alimenter les nouveaux programmes de la ZAC Cambacérès ; prévue initialement en 2020, elle débutera en 2022. L'investissement brut prévisionnel est de 8 157 711 € HT avec une subvention attendue de 2 764 483 € ;
- **Nouveau Saint Roch** : Achèvement des travaux de la centrale de production thermo-frigorifique avec récupération de chaleur sur la production de froid et autoconsommation d'électricité photovoltaïque et raccordement des nouveaux programmes de la ZAC. L'investissement brut prévisionnel est de 2 155 594 € HT ;

- **Beau Soleil** : Mise en service début 2022 des équipements de récupération de chaleur sur le réseau public de collecte des eaux usées suite à la mise en service en 2021 de la centrale thermo-frigorifique et poursuite du raccordement des nouveaux programmes de la ZAC. L'investissement brut prévisionnel est de 213 974 € HT ;
- **EAI-Cité Créative / Croix d'Argent** : Construction de la chaufferie bois de l'EAI/Cité créative telle que prévue dans l'avenant 5 avec un an de retard sur le début des travaux, rénovation de la chaufferie gaz de la copropriété du Mas Drevon, pose du réseau de chaleur des quartiers EAI-Cité Créative / Croix d'Argent, poursuite des raccordements, création d'un nouveau réseau de froid pour alimenter 15 000 m² de bureaux sur l'ancien musée de l'EAI. L'investissement brut prévisionnel est de 11 210 092 € HT avec une subvention attendue de 4 891 369 € ;
- **Hauts de Jausserand** : Construction d'une centrale de production de chaleur et froid par pompe à chaleur réversible sur boucle d'eau tempérée et récupération de chaleur sur les centres de données informatiques des industries du numériques de la Pompignane et raccordement des programmes de la ZAC. L'investissement brut prévisionnel est de 1 003 197 € HT avec une subvention attendue de 314 495 € ;
- **Les grisettes** : Renonciation au projet d'installation d'une cogénération prévue à l'avenant n°6 pour cause d'absence de rentabilité constatée.

Au global, le programme prévisionnel de travaux 2022-2026 est évalué à 30,88 M € HT avec un montant de subventions attendue de 7,97 M €.

Conformément à l'article 70 de la convention, l'avenant n°7 prévoit également l'actualisation des tarifs d'énergie afin d'acter la fin du recours au charbon et de s'adapter au marché de l'électricité. Ainsi les indices de l'électricité qui entrent dans la composition des formules de variation des tarifs de vente de froid évoluent compte tenu des évolutions sur le volume d'Accès Régulé à l'Electricité Nucléaire Historique (ARENH). Ces évolutions d'indices n'impactent que les clients raccordés au réseau de climatisation et non pas les ménages qui sont raccordés au réseau de chaleur. Pour rappel, ces ménages bénéficient d'un taux de TVA réduit compte tenu du taux d'énergie renouvelable du réseau.

De plus, afin de permettre l'implantation de la chaufferie bois du réseau Cité Créative et la centrale géothermique du réseau Cambacérès, la Métropole doit mettre à disposition de la SERM, trois parcelles dont elle est propriétaire (les références de parcelles sont précisées dans l'avenant n°7).

Enfin, afin de se conformer à la loi n°2021-1109 confortant le respect des principes de la République, il est ajouté un article au contrat de concession pour se conformer aux nouvelles obligations incombant au titulaire d'un contrat de la commande publique, à savoir, assurer l'égalité des usagers devant le service public et veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.

Pour information, ce projet d'avenant n°7 au contrat de concession du réseau public de distribution de chaleur et de froid a été présenté préalablement en commission de délégation de service publique (CDSP) le 8 mars 2022, conformément à l'article L.1411-6 du Code général des collectivités territoriales.

#### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de l'avenant n°7 au contrat de concession ;
- D'autoriser la SERM à procéder aux travaux du plan quinquennal 2022-2026 ;
- D'autoriser la mise à disposition de parcelles pour l'implantation des chaufferies Cité créative et Cambacérès ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 71 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 13 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Christophe BOURDIN, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Maryse FAYE, M. Max LEVITA, M. Jacques MARTINIER, Mme Catherine RIBOT, M. Jean-Luc SAVY, M. Bernard TRAVIER.

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-183329-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- RMCF\_Avenant7
- RMCF\_Avenant7\_Annexe1\_PQ17-21
- RMCF\_Avenant7\_Annexe2\_Description
- RMCF\_Avenant7\_Annexe3\_PQ22-26
- RMCF\_Avenant7\_Annexe4\_PQ\_VNC
- RMCF\_Avenant7\_CEP

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.